



Valence, le 02 février 2010

Monsieur le Ministre,

Malik N'DIAYE à Romans, jeune mauritanien de 30 ans, compagnon d'Emmaüs, et la famille **RRUDHANI** à Allan, originaire du Kosovo, sont injustement menacés d'expulsion.

Malik N'Diaye n'a plus aucune attaches familiales en Mauritanie, après avoir perdu son père et ses deux soeurs dans les affrontements Sénégal-Mauritaniens. Pire, il y est menacé de mort en raison de ses prises de position courageuses contre les discriminations raciales.

Pour la famille Rrudhani, retourner au Kosovo signifierait sa condamnation à mort. Après toutes les horreurs qu'elle a vécues pendant la guerre, les parents, Arbenit et Drilon, leurs enfants et leur grand-mère, pouvaient aspirer à une vie « normale » en France.

Nous vous demandons une audience urgente pour ces sans papiers qui ne sont pas pour autant des sans identité et sans humanité.

Nous voudrions comprendre quelles sont les réelles raisons du renvoi dans un pays dans lequel ils ont tout perdu, de personnes intégrées en France, et qui risquent leur vie dans cette expulsion.

Nous connaissons les arguments médiatiques que vous avancez et nous les réfutons. L'immigration n'endette pas les pays accueillants. Ce qui coûte cher à la France, c'est la politique d'expulsion mise en oeuvre depuis 2007 et que vous renforcez avec zèle : 700 millions d'euros. La régularisation massive ne produit pas d'appel d'air. L'Italie, en 2003, puis l'Espagne en 2005, ont procédé à des régularisations massives (690 000 en Espagne) et aucune vague submergeante n'est venue les noyer dans une quelconque « invasion ».

En France, cette régularisation concernerait de 200 000 à 400 000 personnes.

Le problème des sans papiers est une question culturelle traitée avec des **arrières-pensées racistes et colonisatrices**. On « rase des jungles », réduisant, dans le discours médiatique, les immigrés à des délinquants ; on criminalise les soutiens associatifs et citoyens en inventant le délit de solidarité ; on relance la polémique sur l'identité nationale, comme si l'on pouvait donner des critères identitaires sans sombrer dans la caricature et l'exclusion.

Nous souhaiterions donc vous rencontrer, au nom de l'ensemble des militant-e-s du Parti de gauche dans la Drôme, afin de pouvoir garder les citoyen-ne-s drômois-es informé-es de vos intentions et positions.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments inquiets et sincères.

Pour le Parti de Gauche Drôme

CORINNE MOREL-DARLEUX

Didier THEVENIEAU

Contact :

Didier Thévenieau
Les Grandes Murailles
26770 TAULIGNAN
0682128242
didierpg26@orange.fr